



Changements de pratiques fourragères dans les Monts du Lyonnais : interactions entre agriculteurs et acteurs territoriaux

Perrine Vandembroucke, Jean Pluvinage

► To cite this version:

Perrine Vandembroucke, Jean Pluvinage. Changements de pratiques fourragères dans les Monts du Lyonnais : interactions entre agriculteurs et acteurs territoriaux. ISDA 2010, Jun 2010, Montpellier, France. 12 p. hal-00520764

HAL Id: hal-00520764

<https://hal.science/hal-00520764>

Submitted on 24 Sep 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



TRANSFORMATION OF FODDER SYSTEMS IN THE “MONTS DU LYONNAIS”: INTERACTIONS BETWEEN FARMERS AND TERRITORIAL STAKEHOLDERS.

CHANGEMENTS DE PRATIQUES FOURRAGERES DANS LES MONTS DU LYONNAIS : INTERACTIONS ENTRE AGRICULTEURS ET ACTEURS TERRITORIAUX

Perrine VANDENBROUCKE*, Jean PLUVINAGE**

* Laboratoire d'études rurales
14-16 Avenue Berthelot
69363 Lyon Cédex 07
perrinevdb@yahoo.fr

** INRA- Laboratoire d'études rurales
14-16 Avenue Berthelot
69363 Lyon Cédex 07
jpluvinage@gmail.com

Résumé — L'objet de cet article est de mettre en perspective l'innovation des agriculteurs dans leurs pratiques fourragères dans la temporalité des dynamiques territoriales des Monts du Lyonnais. On mettra en évidence deux temps dans lesquels les réseaux multi-acteurs du territoire sont différemment activés. Entre 1992-2000, dans un contexte social changeant marqué par l'arrivée de nouvelles populations et l'émergence de la question environnementale, quelques agriculteurs innovateurs s'orientent vers des systèmes fourragers à base d'herbe dans une logique de « sortie de routine », mobilisant des ressources et réseaux extérieurs au territoire. Mais depuis 2000, alors que le retour aux prairies devient un objet de débat, voire de négociation entre agriculteurs, citoyens, collectivités et collectifs de natures diverses, de plus en plus d'agriculteurs sont concernés par la remise en cause de leurs pratiques fourragères. L'innovation dans les pratiques fourragères s'inscrit alors dans une dynamique collective territoriale où se trouve reposée la question des priorités à accorder aux différents enjeux (contraintes d'efficacité individuelle, enjeux écologiques locaux et globaux, principes de solidarité locales et globales, identité paysagère et rurale du territoire, etc.). Ainsi, l'article met en évidence que les processus multi-acteurs ne sont activés que dans un second temps d'appropriation collective de solutions individuellement expérimentées par quelques individus, dans une « transaction sociale » sur les pratiques agricoles.

Mots clés : exploitation agricole ; développement territorial ; système de production ; système fourrager ; territorialisation ; rural ; multi-actor innovation

Abstract: The paper focuses on the temporality of farmer innovations in their forage systems having regards to the territorial dynamics. The results show that the innovation process towards sustainable development occurs in two main stages in which multi-actor networks at territorial level are differently activated. First, between 1992 and 2000, in a changing territorial context characterized by the arrival of new people and the emergence of the environmental issues, a few farmers experiment new production modes in their farm systems activating their personal networks, mainly out of territorial level. They act for various reasons, but the “routines exit” to anticipate a potential crisis is dominant. But, since 2000, while the grass fodder systems become a topic of debate and negotiation between farmers, residents, local governments, and different collective organizations, more and more farmers are concerned and question their fodder practices. At this



stage, the innovation takes place in a collective territorial dynamic, in which the priority of the different stakes is discussed (individual efficiency constraints, local and global solidarities, the rural landscape identity of the region, etc.). Thus, this article shows out that multi-actor processes are activated for this example only in a second phase of collective appropriation of solutions experimented by a few farmers, in a “social transaction” on agricultural practices.

Key words: farm system; regional development; fodder system; regionalisation; rural; multi-actor innovation;

INTRODUCTION

Dans un contexte de recomposition sociale des espaces ruraux, de mise en débat de l'ancrage territorial des filières agro-alimentaires et d'introduction de la notion de multifonctionnalité de l'agriculture dans les cadres de politiques agricoles (Pluvillage, 2008), notre papier repose sur une analyse plus large d'un processus de territorialisation de l'exploitation agricole, c'est-à-dire d'intégration dans ses objectifs de production et ses manières de produire de variables portées localement par des acteurs collectifs privés et publics, agricoles et non agricoles (Vandenbroucke, 2007-2010). Nous interrogeons en particulier dans cet article les innovations dans les pratiques fourragères et leur temporalité. Dans un contexte de mise en débat des objets de l'agronomie dans les dispositifs collectifs et territoriaux (Fleury, 2008), de négociation des pratiques agricoles avec le voisinage (Nicourt et Girault, 2006), notre démarche consiste à réinterroger la construction sociale des pratiques agricoles et pourrait s'inscrire dans la réflexion des agronomes du « fait technique à l'échelle territoriale » (Caron, 2005).

Nous nous sommes plus particulièrement penchés ici sur une innovation dans les systèmes fourragers les Monts du Lyonnais (MDL), du maïs-ray gras au développement de systèmes fourragers à base d'herbe. L'identité professionnelle des agriculteurs des MDL s'est forgée autour de la modernisation laitière, rendue possible pour ces petites exploitations par une forte intensification fourragère entre 1950 et 1980 (Houssel, 2006). Or depuis le début des années 90, dans un contexte de recomposition sociale des MDL, on observe plusieurs trajectoires de remise en cause d'un système fourrager maïs-ray gras, ruptures radicales vers des systèmes tout herbe ou une simple revalorisation des surfaces herbagères (fertilisation, mélanges de semences). L'analyse de la temporalité de ce processus met en évidence deux phases : une première phase où des agriculteurs, dans une logique de « sortie de routine » (Schumpeter, 1999), expérimentent de nouvelles manières de produire dans des réseaux interpersonnels extérieurs au territoire, et une seconde phase de remise en cause plus systématique des pratiques fourragères dans les sphères agricoles et non agricoles. Ce constat nous conduit à faire l'hypothèse selon laquelle le territoire, espace social d'un ensemble d'exploitations, est moins l'incubateur de l'innovation (Aydalot, 1986), que le lieu d'une appropriation-adaptation collective de solutions qui émergent dans une interaction entre différents acteurs du territoire, agriculteurs et non agriculteurs. .

Pour éclairer ce processus nous tenterons pour chacune de ces deux phases une mise en regard des évolutions du contexte socio-économique des MDL et des parcours et réseaux des agriculteurs ayant engagé un changement dans leurs pratiques agricoles.

1. METHODE ET TERRAIN D'ANALYSE

1.1. Méthode

Afin d'appréhender l'importance des dynamiques territoriales dans les changements de pratiques de l'agriculteur, il nous paraît essentiel de comprendre l'articulation entre l'exploitation agricole et le territoire.

Sur un terrain d'étude centré sur la partie Rhône des Monts du Lyonnais (cantons de St Symphorien-sur-Coise et St Laurent de Chamousset), nous nous sommes donc d'abord intéressés au territoire comme espace social organisé et approprié par des acteurs qui y investissent des représentations, des projets, qui définissent des frontières. Cette étude repose sur 25 entretiens semi-directifs avec des élus, techniciens de collectivités, présidents et techniciens d'associations environnementales ; l'observation des débats et conflits sur le territoire, et l'analyse des dispositifs d'action mis en œuvre. Elles nous ont permis d'identifier les représentations et normes sur les pratiques de l'espace et les pratiques fourragères, les actions menées et leurs impacts en termes de redéfinition des conditions de production.

A l'échelle de l'exploitation agricole, notre travail repose sur un échantillon de 25 agriculteurs représentatif des dynamiques sociales sur le territoire. Considérant que le changement technique s'inscrit dans un processus d'interaction et de négociation (Darré et al., 1989), nous interrogerons l'insertion de l'agriculteur dans les réseaux professionnels, associatifs, familiaux et même commerciaux. De plus, dans un espace rural où les relations de sociabilité entre « les agriculteurs et les autres » impliquent des jeux identitaires complexes (Candau et Remy, 2009), nous nous sommes aussi penchés sur leurs appartenances et les identités professionnelles et territoriales auxquelles ils se réfèrent. Par ailleurs, avec une approche plus systémique de l'exploitation agricole (Cochet et Devienne, 2006), nous avons analysé le

fonctionnement technique de l'exploitation pour comprendre l'articulation entre les normes véhiculées, les politiques publiques incitatives ou contraignantes et la logique technico-économique de l'exploitation agricole.

1.3. La problématique fourragère, une question identitaire dans les MDL

Zone de moyenne montagne (400-900 mètres d'altitude) à mi-chemin entre Lyon et Saint Etienne, les MDL sont une région à dominante laitière (70% des exploitations agricoles en 2000). Les MDL restent caractérisés par la petite taille des exploitations, avec une structure agraire très concentrée sur la catégorie des 20-50ha en 2000. Avec une production laitière de plus de 3000L/ha, la région se distingue des régions voisines de l'Ouest Rhône-Alpin par le caractère intensif de la production et par la forte spécialisation des exploitations: faible taux de production transformée, de production sous signe de qualité et de vente directe (Hanus, 2005).

Cette spécialisation laitière, progressive à partir du début du 20^{ème} siècle, s'accélère après-guerre sous l'impulsion de la révolution fourragère et la réorganisation de la transformation laitière. La révolution fourragère a joué un rôle de levier important (introduction de la culture de l'herbe dans l'assolement, des pratiques de fertilisation renouvelées sur les prairies en pente, et l'évolution des techniques de conservation avec l'ensilage d'herbe). Ces changements radicaux, engagés dans les années 50 se déroulent en interaction entre l'élite agricole locale, les techniciens agricoles et R. Dumont (Dumont et al., 1955).

Entre 1970 et 1980, nouvelle phase de l'intensification fourragère, le maïs ensilage est introduit et développe rapidement dans les MDL. Il couvre 12,6% de la SAU en 2000, en moyenne 15% de la surface des exploitations laitières rencontrées (amplitude forte de 0 à 60%). La « culture de l'herbe » n'est pas abandonnée, mais elle se simplifie dans un modèle maïs/ray gras dans les rotations, mise en pâture 6 mois par an des « *vieux près* », prairies naturelles trop pentues pour être retournées. La ration est ensuite complétée par un mélange de tourteaux soja et de colza dans la plupart des exploitations.

Cette intensification fourragère s'est inscrite dans un mouvement global de modernisation laitière qui faisait consensus par rapport à un projet de territoire dont l'objectif était de freiner l'exode rural (Commission Locale d'aménagement rural, 1979). Sur ce territoire marqué par une forte densité d'action collective (Collin, 1977), se consolide ainsi une identité professionnelle laitière « *Ici, un agriculteur, c'est tant de litres de lait, tant d'hectares de maïs, tant de chevaux...* » (1).

2. EMERGENCE DE NOUVEAUX SYSTEMES TECHNIQUES

2.1. Un contexte socio-économique en mutation

2.1.1. Evolution démographique et émergence de la question environnementale

En 1975, la tendance démographique s'inverse et de nouveaux résidents viennent s'installer sur le territoire avec de nouvelles représentations et pratiques de l'espace rural (Fougerouse, 1996). La part de l'emploi agricole dans la population active est divisée par deux entre 1990 et 2006 (de 23% à 12%). Une première conférence agriculteurs-élus est organisée en 1992 sur le thème de la gestion de l'espace, et marque les prémices d'une remise en cause du pouvoir des agriculteurs sur leur espace (Laurent, 1995). De plus, la directive nitrates (1991) puis la loi sur l'eau (1992) mettent en discussion les pratiques des agriculteurs par rapport à la qualité des eaux. Les mesures agro-environnementales (MAE) sont mises en débat dès la seconde conférence annuelle entre agriculteurs et élus locaux organisée en 1993, mais les contrats de rivières pour la Brévenne et la Coise signés pour la période 1996-2002 n'abordent cependant pas encore la question agricole. Seuls les agriculteurs situés dans le bassin versant de la Gimond en vue d'un captage d'eau potable sont conduits à remettre en question leurs pratiques sur cette période.

2.1.2. Appropriation de la problématique environnementale par les agriculteurs

Les agriculteurs, organisés à l'échelle des MDL dans le Comité de Développement (agricole) des Monts du Lyonnais (CDML), antenne locale de la Chambre d'agriculture, prennent rapidement en main la question de l'environnement « *tant comme facteur d'économie pour les exploitations agricoles de la zone, que comme facteurs d'image pour notre profession vis-à-vis du rural auquel nous appartenons* » (2). Ainsi, dès 1991, une commission environnement y est créée et dans le courant des années 90, un certain nombre d'actions sont mises en place : recyclage des plastiques en 1993, lancement du compostage en 1996-97 ou encore la démarche « *Ferti-mieux* ».

2.2. Des itinéraires de sortie de routine

Au cours de cette première phase, l'innovation émerge de manière sporadique dans des logiques de micro-entreprises dont les déterminants ne sont pas territoriaux. Ces exploitants se distinguent par leurs profils atypiques, dans la structure de leurs réseaux sociaux, caractérisés par des relations externes à la fois au territoire (« *copains bio* » en Savoie, réseaux avec l'Allemagne) et au monde agricole (clientèle, monde de l'équitation). Leur rapport au collectif se fait moins dans la réflexion collective que dans le processus d'expérimentation, avec une certaine renommée acquise auprès de leurs pairs dont ils ont conscience. Ils revendiquent leur identité professionnelle agricole, restent présents dans les instances professionnelles locales et s'en distancient, dénonçant le caractère figé, peu ouvert d'un monde qui tourne sur lui-même. De plus, l'un et l'autre marquent une réorientation de leurs trajectoires professionnelles vers d'autres métiers. L'agriculteur A1, après une retraite anticipée, est devenu artisan-fromager en 2006, lorsque son fils a repris l'exploitation agricole. L'agriculteur A2 développe depuis 2004 les activités de ranching, il a installé le premier distributeur de lait du département en 2007 et attend de pouvoir en tirer un revenu suffisant pour embaucher un salarié et se consacrer aux activités équestres.

Tableau 1: Profil A : “entrepreneur et innovateur”

	Réseaux dans lesquels l'agriculteur est investi	Moteur de l'innovation	Ressources pour l'innovation/ Système fourrager
Agriculteur A1 Changement de système à partir de 1991.	Président de la marque collective et du FROMOLY*. Dans le CA de l'AEML* Membre du CDML, de l'animation rurale de St Martin en Haut*. Membre De ferme en ferme, Croc'éthic*. Relations avec les clients. Syndicat FDSEA/section cantonale vente directe.	1-Zone montagneuse : érosion avec le maïs, dégradation des sols et rendements moyens en maïs. 2-Approche commerciale « <i>Le maïs pour moi c'est le meilleur aliment que la vache puisse trouver pour faire du lait mais c'est pas ça dans la tête du client. Et la partie commerciale ayant de l'importance chez nous, on tient compte de l'avis du consommateur</i> ». 3-Qualité de vie (plus facile en termes de travail).	<i>Des copains bios chez qui il a envoyé son fils en stage.</i> Assolement tout herbe. <i>Prairie temporaire</i> : mélange de 10 plantes, semences bio : VOLESCOP, « <i>Mélange suisse</i> ». Système tout foin complété de soja et colza dans la ration. Séchoir à balles rondes avec capteur solaire pour chauffer l'air.
Agriculteur A2 Dés-intensification à partir de 1994. Passage en bio en 1999.	Président de l'ARDAB*. Réseau familial (frères agriculteurs). Membre du CDML. Association régionale d'équitation ; Réseaux avec l'Allemagne (production de lait de jument). Peu d'engagements locaux Non syndiqué.	1-Dés intensification progressive à partir d'un système 0 pâturage car érosion, baisse des rendements et augmentation des coûts de traitements. 2- anticiper sur les évolutions des politiques publiques et de la demande.	<i>Participe aux formations du groupe AB du massif du Pilat à partir de 1996.</i> Système tout foin, 80% d'autonomie (achat de céréales et luzerne déshydratée) Séchage en grange

* FROMOLY : Fromage des MDL : groupe de travail local pour la différenciation du produit MDL (1991-2007). AEML : Association des éleveurs des Monts du Lyonnais. L'animation rurale (ou animation communale) regroupe les agriculteurs de la commune pour débattre des problématiques qui les concerne collectivement (foncier, participation aux manifestations villageoises). ARDAB : Association Régionale de Développement de l'agriculture biologique, créée en 1986, elle ne se développe dans les MDL qu'à partir de l'engagement de cet agriculteur A2. Croc'éthic : association de consommateurs engagés.

Motivés par une approche commerciale renouvelée (A1), ou l'expérience de l'érosion et des coûts supplémentaires engendrés par un système intensif poussé à son maximum (A2), ces exploitants ont mis en œuvre un changement de pratiques radical vers un système de séchage du foin en grange et l'abandon complet du maïs. Sur le plan économique, ce changement prend appui sur une mobilisation habile des soutiens publics au moment des CTE bien qu'ils aient engagé les démarches d'innovation parfois plus tôt. L'un et l'autre valorisent leur produit sur le marché de proximité (35c€/L sorti exploitation) ou sur le marché de l'agriculture biologique (40c€/L), soit une valorisation supplémentaire par rapport au prix moyen entre 5 et 10c€/L. Le principe de leur logique entrepreneuriale d'anticipation repose sur la mise en œuvre de ce que les autres n'ont pas même encore pensé. Leurs trajectoires marquent donc une vraie rupture par rapport à ce qui est débattu sur le territoire à ce moment là et ils mobilisent des ressources et réseaux techniques extérieurs au territoire (régions voisines).

3. SOCIALISATION DE CES PRATIQUES INNOVANTES DANS LES MONTS DU LYONNAIS

3.1. Une remise en cause plus systématique des systèmes fourragers par l'action militante et l'action publique.

3.1.1. 2004 : Redéfinition du projet de territoire : de nouveaux enjeux pour l'agriculture

En 2004, une charte de territoire et un projet de territoire portés par le Syndicat intercommunaire des Monts du Lyonnais (SIMOLY) en vue de la coordination des différentes orientations pour les différents dispositifs de financements territoriaux : le programme LEADER (2002-2008 ; 2007-2013), les Pôles d'excellence rurale, PER (2005-10) et le Contrats avec la région (2000-05 ; 2005-10). Dans ce projet de territoire, l'enjeu central est de valoriser l'identité rurale pour qu'il garde son unité face à la pression des deux grandes agglomérations de Lyon et St Etienne. Les MDL gardent donc une « *vocation* » de campagne productive :

- La dimension herbagère associée la production laitière, est promue comme élément essentiel du cadre de vie. Ainsi, l'article dédié à l'agriculture sur le site internet du SIMOLY titre-t-il : « *Territoire agricole, par nature* » et se conclut-il par « *Ainsi les MDL se caractérisent-ils par leur vocation herbagère et laitière* » (3).
- Une identité de « producteur » pleinement réhabilitée dans cette campagne qui constitue « local » de Lyon ce qu'ont voulu valoriser les élus avec création de la marque collective « *Monts et Coteaux du Lyonnais* » (Méasson, 2008).

Ces dispositifs territoriaux créent des conditions incitatives pour des investissements collectifs dans des démarches innovantes et ils financent une « mise en synergie des acteurs ». Un dispositif d'animation territoriale animé par la chambre d'agriculture (2009) a par exemple réuni agriculteurs et non agriculteurs autour de 4 thèmes : les circuits courts, l'environnement, l'urbanisme et le bien vivre ensemble. Cela révèle les objets sur lesquels l'avenir de l'agriculture est mis en débat dans les MDL. Les possibilités d'une extensification des pratiques fourragères sont entre autres rediscutées dans une tension entre la volonté de garder un tissu agricole dense et les enjeux écologiques.

Enfin depuis 2002, les syndicats de rivières, le SIMA Coise et le Syndicat de rivière Brévenne-Turdine, jouent un rôle plus contraignant sur les pratiques agricoles. Le bassin versant de la Coise a par exemple été classé en zone eutrophisée en 2002, puis en zone vulnérable sensible (ZVS) en 2008, avec de nouvelles règles en matière de pratiques d'épandage (calendriers, zonages). Générant un potentiel de soutiens publics pour les mises aux normes ou via les MAET, cela a aussi entraîné des réorganisations d'assolements (*ex : les parcelles de maïs en fonds de vallée deviennent non labourables*) et la révision des pratiques de fumure minérale des prairies vers des pratiques de compostage.

Non sans heurts, ces actions conduisent à un basculement de la légitimité sociale des systèmes de production sur le territoire qui n'est pas sans conséquences pour une agriculture largement dépendante des soutiens publics. Les MDL bénéficient en effet d'effets de redistribution notables de la ville vers les espaces ruraux (Conseils généraux, conseils régionaux).

3.1.2. Des associations citoyennes et environnementales de plus en plus actives

Depuis 2000, la remise en cause des pratiques agricoles par les nombreuses associations environnementales et citoyennes des MDL est beaucoup plus forte que dans les années 90 où elle était ponctuelle lors des crises sanitaires et environnementales. En effet, la question agricole, renvoyant aux problématiques de solidarité dans le monde, aux enjeux écologiques, à une image réinventée d'aïeuls agriculteurs, occupe une place centrale dans les manifestations telles que le Festi'vache ou le Forum social des villages (4). On assiste à une « reterritorialisation idéelle » de l'agriculture : *"L'agriculture et ses acteurs, traditionnellement discrets, sont intégrés dans un système d'images, de valeurs et de mythes qui contribue à les resituer dans l'espace."* (Rieutort, 2009). Les systèmes fourragers font partie du débat et ils sont discutés sur plusieurs argumentaires :

- L'autonomie fourragère et la dépendance en tourteaux de soja : les pratiques agricoles locales sont ainsi mises en perspective d'enjeux de déforestation au Brésil et de souveraineté alimentaire mondiale. La projection du film « *Herbe* » en mars 2009 en présence du réalisateur a notamment avivé le débat.
- Les enjeux de biodiversité et d'écologie : Mise en œuvre d'une lutte pour la détection du maïs OGM sur le territoire (mise en place d'un collectif vigilance OGM) ; réimplantation de haies.

Par la mobilisation de nombreux outils de communication (internet, manifestations, conférences), les interactions générées avec les milieux scientifiques régionaux et nationaux, l'éducation au développement durable, la mise en place d'un « *observatoire de la durabilité* », ou encore par des pratiques de

consommation engagée, le pouvoir et la légitimité de ces acteurs va croissante dans les jeux politiques locaux.

3.1.3. Un soutien accru des politiques agricoles aux systèmes herbagers

Depuis 1992 et plus nettement depuis 1999, les références à la multifonctionnalité de l'agriculture et au développement durable ont induit une redéfinition des normes d'action publique aux niveaux national et européen (Delorme, 2004). Les systèmes herbagers étant reconnus par les écologues et agronomes comme producteurs d'externalités positives, ils font l'objet de mesures spécifiques qui visent à rémunérer leurs fonctions d'entretien de l'espace : diverses mesures agro-environnementales (Chatellier et al., 2006) et l'indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) mise en place dans les années 70. Cela crée des conditions incitatives pour une redéfinition des systèmes fourragers à l'échelle locale. Ainsi, 147 dossiers CTE/CAD ont été signés dans les MDL, avec 1312 ha dans la mesure CAD « *gestion extensive des prairies* » (Chambre d'agriculture du Rhône et al., 2006), et plus de 100 exploitations se sont engagées dans une mesure MAE fertilisation sur le bassin versant de la Coise, ce qui est conséquent à l'échelle des quelques 900 agriculteurs des MDL. Enfin, la réorientation des soutiens DPU pour le soutien à l'herbe qui donnent la priorité aux zones herbagères intensives (>0,8UGB/ha), par rapport au maïs ensilage va jouer un rôle incitatif dans les MDL pour une meilleure valorisation de l'herbe : la dotation pour un hectare de prairie est en effet de 80€/ha, alors qu'elle est de 20€/ha pour le maïs fourrager.

3.1.4. Une évolution globale du contexte agricole et agro-industriel

3.1.4.1 Introduction de nouvelles questions techniques dans les instances professionnelles agricoles

Parce que c'est une source de financements, et un marché du conseil en développement, les chambres d'agriculture se sont très largement approprié ces problématiques environnementales et territoriales. Ainsi, en 1998, les fonctions des techniciens sont redéfinies : le technicien agronomie est désormais appelé technicien agri-environnement, et le conseiller de région devient essentiellement médiateur de la relation entre les agriculteurs et les autres acteurs du territoire. Sous l'impulsion de leaders engagés et dans un contexte de mixité syndicale dans les MDL, le contenu de la réflexion technique évolue : un stage de réflexion a été organisé en 2001 sur le séchage en grange et une commission « *Nouvelles pratiques* » a été créée en 2007 pour expérimenter de nouvelles pratiques agricoles. De plus, de nouveaux collectifs agricoles sont créés (CUMA Verte Prairie) ou prennent de l'ampleur sur le territoire (ARDAB).

3.1.4.2. Un contexte de crise laitière

Dans un contexte de crise laitière, de remise en cause du système de transformation-commercialisation mis en place par leurs pères en 1958 (faillite de l'Union Régionale des Coopératives de vente de lait, URCVL), la filière laitière sur le territoire révèle plusieurs points de faiblesse : la non-différenciation du lait produit et la dépendance aux marchés européens et la forte dépendance des systèmes fourragers vis-à-vis de l'extérieur (tourteaux de soja et colza, engrais minéraux). Cela participe à une remise en cause globale des pratiques.

3.1.4.3. Une démarche agroindustrielle incitative

Enfin, une démarche de valorisation industrielle du lait enrichi en $\omega 3$ a été engagée par une industrie de transformation laitière. Incitant les agriculteurs à augmenter la quantité en $\omega 3$ dans la ration des vaches laitières, elle leur permet de bénéficier d'un bonus de 10€/1000L sous condition de résultats dans le lait. L'enrichissement de la ration en $\omega 3$ génère un surcoût par l'introduction de graine de lin extrudée dans la ration alimentaire. Or l'herbe étant plus riche en $\omega 3$ que le maïs, cette démarche agro-industrielle guidée par des objectifs de valorisation d'un produit sur le créneau de la nutrition santé incite les agriculteurs à repenser la conduite de leurs prairies pour mieux valoriser l'herbe dans la ration.

3.2. De plus en plus d'agriculteurs repensent leur système fourrager

Cette seconde phase d'extension de l'innovation « le lait à l'herbe », depuis 2000 mobilise différemment les agriculteurs ; on distingue 3 profils d'agriculteurs différents : un profil militant et engagé (tableau 2), un profil patrimonial (tableau 3), et un profil « professionnel pragmatique » (tableau 4).

3.2.1. Penser l'avenir de la production laitière sur le territoire : la démarche militante et engagée

Les agriculteurs militants et engagés sont caractérisés par leur forte implication dans toutes les instances à la fois territoriales et professionnelles, avec souvent une position de porteurs d'idées. Ils s'approprient les différents argumentaires véhiculés dans les instances associatives, même si ces réalités ne correspondent pas nécessairement à leurs propres pratiques (5) et intègrent donc des éléments qui se réfèrent à des échelles mondiales. Mais, dans un souci d'autonomie du producteurs leur raisonnement repose sur une certaine anxiété par rapport à l'avenir de la filière sur le territoire (dépendance aux firmes et au commerce mondial). Dans la recherche de solutions, ils trouvent une issue à la fois dans la demande citoyenne (« *Je pense qu'on n'a jamais eu un apriori aussi favorable de la population que maintenant, avec des questions certes mais (...) faut pas penser qu'on est attaqués* » (6)), dans la réduction des coûts et l'acquisition d'une plus grande autonomie fourragère. Le changement de pratiques à un questionnement éthique, une issue quant à l'avenir de la production sur le territoire et une sécurisation de leurs revenus à court terme. Malgré un isolement induit par le changement de pratiques dans les relations professionnelles de proximité (banques de travail, CUMA), ces exploitants sont très investis à l'échelle plus large des MDL ou du département dans les transformations professionnelles. De par leurs engagements multi-casquettes, ils sont des passerelles entre les instances professionnelles, territoriales et les mouvements militants dans les différents lieux de leurs engagements.

Tableau 2: Profil B : « militant et engagé »

	Réseau dans lesquels l'agriculteur est investi	Moteur de l'innovation	Ressources pour l'innovation/ Système fourrager
Couple d'agriculteurs B1 Conversion en bio engagée en 2008	Président de l'URCVL. Membres de l'AFDI*, du CDML Non syndiqués Initiateurs d'une association « <i>Il y a de l'art dans l'étable</i> » Membres du FROMOLY. Permanence bibliothèque. Coordination : animation communale	Conscience écologique et citoyenne. Conscience territoriale : Mise en perspective de l'avenir du territoire montagne/plaine : quelles stratégies de long terme pour les exploitations ? Aides pour la conversion en AB. Qualité des produits et santé (OGM, cancer)	<i>Agriculteur A1, A2</i>
			Conversion en Agriculture Biologique Introduction du mélange Volescop- meilleure valorisation des prairies. Suppression du maïs ensilage et introduction de maïs grain.
GAEC B2 Conversion en bio engagée en 2002-03	Maire depuis 2008 Membre de la Confédération paysanne CA du CDML. Réseaux de consommateurs, hôteliers, restaurateurs (maraichage) Actif dans les manifestations locales	Erosion des sols « <i>tout foutait le camp avec un orage</i> » Conscience territoriale « <i>quel type d'agriculture on veut voir se développer ?</i> », avec la spécificité des zones de montagne, nécessité de garder des exploitations moyennes dans les MDL. Rôle incitatif des CTE	<i>Réseaux de la confédération paysanne. Groupes de travail locaux. ARDAB (agric. A2)</i>
			Conversion en Agriculture Biologique. Introduction d'un système tout foin en 2002-03. Introduction de mélanges céréales immatures-pois pour compenser la baisse de fourrages.
Couple d'agriculteurs B3 2010 – en projet	Bureau départementale de la Confédération paysanne. Président- initiateur de la CUMA Verte Prairie. Membres : AEML ; AFOCG Membres du conseil municipal, du CCAS, permanence bibliothèque municipale ; Manifestations locales	Anticiper sur l'avenir « <i>Le développement durable ouvre un nouveau champ d'innovations considérable</i> ». « <i>C'est celle-là l'agriculture de demain</i> ». Forte mobilisation des politiques publiques : CTE, PPE, etc.	<i>Réseaux de la Confédération paysanne. Réseaux extérieurs personnels</i>
			Travail approfondi sur la matière organique du sol, compostage du fumier (1/2). Projet de mise en place du séchage en grange.

* *AFDI* : Agriculteurs français et développement international. La *CUMA Verte Prairie* a été créée en 1999. Elle a d'abord engagé les agriculteurs dans des pratiques de compostage, elle a ensuite élargi son action à la pression d'huiles végétales. La valorisation d'une filière bois sur le territoire est en cours d'étude. Des démonstrations de désherbage mécanique ou de hersage des prairies ont été réalisées.

En termes de ressources techniques, ils s'insèrent dans des réseaux déjà constitués au niveau local, et sont en relation avec ceux qui ont été les innovateurs de la première phase pour identifier les possibilités techniques. Ils mettent en œuvre ensuite des combinaisons productives spécifiques et nouvelles, tenant compte de leurs conditions spécifiques d'exploitation (morcellement des parcelles, surface de l'exploitation). Ils mobilisent pleinement les dispositifs de politiques publiques en émergence et les opportunités d'un marché de l'agriculture biologique et de l'« éthique » lyonnais en plein développement.

3.2.2. Pour une bonne gestion : la démarche « patrimoniale »

Le second profil d'agriculteurs, ici dénommé « patrimonial » désigne des agriculteurs nettement moins impliqués dans les mouvements militants, mais qui sont sensibles à l'argumentaire écologique qu'ils saisissent surtout via leurs réseaux d'affinités locaux et extra-territoriaux (Savoie, Jura), et via les médias.

Ils se l'approprient dans un souci de « bonne gestion » de leur exploitation : équilibre des sols, diversité des espèces et santé de l'élevage.

Tableau 3 : Profil C : “ la démarche patrimoniale ”

	Réseaux dans lesquels l'agriculteur est investi	Moteur de l'innovation	Ressources pour l'innovation/ Système fourrager
Agriculteur C1 CAD engage en 2006	Membre de l'association de promotion du marché aux veaux Syndicat de la race Montbéliarde. Réseaux personnels en Savoie, dans le Jura.	Rôle incitatif des CAD Souci de bonne gestion de l'exploitation qui s'inscrit dans un rapport à l'animal avant tout.	Voisinage Jura
			Pas de changement profond du système fourrager mais réduction de la surface en maïs qui doit du coup être compensée par des achats extérieurs.
Agriculteur C2 Changement technique depuis 1999	Président de l'association du marché aux veaux. Conseiller municipal Président de syndicat local.	Conscience écologique Goût pour la valorisation des terrains.	Agriculteur A2 Réseaux bio de Savoie
			Introduction du mélange Volescop-meilleure valorisation des prairies.

La logique technico-économique de ces systèmes consiste à valoriser le lait, mais aussi le sous-produit viande, avec la vente des veaux naissants (Montbéliarde croisés Charolais) sur le marché aux veaux de Saint Laurent de Chamousset. Ce sous-produit peut représenter de 15 à 30% de la valeur ajoutée produite sur l'exploitation. Mais ces exploitants situés au Nord des MDL dans la vallée de la Brévenne ont aussi des exploitations plus grandes, avec une plus faible qualité des sols. La race Montbéliarde domine dans cette zone, et ces exploitations de plus grande taille à orientation bovin viande valorisent mieux un système fourrager herbager. Elles peuvent ainsi être plus réceptives aux politiques incitatives, même si celles-ci ont joué différemment. Elles ont eu soit un rôle franchement incitatif, soit l'exploitant refusait totalement ces systèmes de contractualisation face auxquels il craignait de perdre son autonomie.

3.2.3. La démarche professionnelle pragmatique

Le profil désigné « professionnel pragmatique » caractérise des profils d'agriculteurs plutôt jeunes, avec des conjointes travaillant à l'extérieur de l'agriculture. Ces jeunes installés, issus du monde agricole ont été salariés à l'extérieur pendant 5-10 ans. Sur le plan identitaire, ils marquent une frontière plus nette entre leur vie personnelle et leur métier d'agriculteur, dont ils mettent en avant le caractère d'entrepreneur, l'autonomie, la qualité de vie et le temps de travail. Du fait de l'activité extérieure de leurs conjointes, de l'éventuelle présence de jeunes enfants, les frontières avec les réseaux associatifs du territoire et la vie sociale locale sont très perméables. Ils sont ainsi sensibles aux idées qui circulent et tentent de se les approprier en adéquation avec leur logique technique et économique et leurs objectifs de revenus et de qualités de vie.

Tableau 4: Profil D : “ professionnel pragmatique ”

	Réseau dans lesquels l'agriculteur est investi	Moteur de l'innovation	Ressources pour l'innovation/ Système fourrager
Agriculteur D1 2008	Membre de l'AEML ; AFOCG Syndicat local FDSEA ; Trésorier de la CUMA ; Président du Collectif d'achats d'intrants. Membre du CDML : Délégué comité de rivière Coise. Femme : membre du Conseil municipal, commission développement durable	Engagés dans la démarche de valorisation des ω3. Engagement dans les MAE et réflexion sur la rivière Coise. Conscience écologique « on dit que les agriculteurs sont des pollueurs mais on ne veut pas polluer la planète, donc s'il y a des erreurs qui ont été faites, il faut qu'on fasse l'effort d'y remédier » Ration des vaches et enjeux zootechniques (baisser les céréales).	Réseaux agro-industriels Collectif professionnel local
			Baisse des céréales dans la ration (zootechnie). Optimisation de toutes les surfaces sur une exploitation très exigeuse.
Agriculteurs D2 2008	Syndicat local FDSEA ; Trésorier du collectif d'achat d'intrants ; Président de CUMA Associé : Délégué régional GDS ; Délégué de section SODIAAL Membre du Conseil municipal		Réseaux agro-industriels Collectif professionnel local
			Revalorisation des prairies (épandage de fumier, matière organique, hersage). Expérimentation : fermeture des ensilages en hiver 2008 (1 mois) ; Baisse des surfaces en maïs : 10 à 8ha pour 2010.

Pour ces exploitations situées dans une zone agricole dense avec une forte pression sur le foncier agricole, la logique technico-économique consiste à optimiser au maximum la quantité de lait produite par hectare. Mais comme ils sont situés dans le bassin versant de la Coise, le passage en ZVS et les

incitations des MAE les a conduits à réinterroger le statut des prairies dans leur fonctionnement technique. Ils expérimentent et testent donc de nouvelles manières de travailler sur leurs exploitations et dans les instances collectives telles que le CDML. Zone pilote ciblée par l'industriel pour le lancement du lait enrichi en $\omega 3$, ils sont également incités à revaloriser l'herbe dans la ration alimentaire afin de réduire les coûts supplémentaires pour l'achat des graines de lin extrudées et ainsi bénéficier de la plus-value de 10€/1000L.

4. DISCUSSION-CONCLUSION

4.1. Un mouvement d'innovation en plusieurs temps, dans un contexte agricole général qui change

Alors que dans un premier temps, l'innovation apparaît de manière ponctuelle dans des stratégies de micro-entreprises innovantes dans un contexte d'interrogations émergentes sur la problématique environnementale, ce n'est que dans une seconde phase que l'innovation prend de l'ampleur dans les réseaux d'action militants locaux puis progressivement dans les divers espaces d'action collective et professionnelle sur le territoire. L'évolution des règles, des systèmes de contraintes et d'opportunités et des normes sociales véhiculées dans les différents milieux professionnels et non professionnels participent à **redéfinir les échelles de mesure de la performance technique et économique des exploitations agricoles**. Un exploitant âgé, se référant au système fourrager maïs/raz gras comme modèle technique de référence pour « *nos petites exploitations* » faisait notamment état d'une situation de crise pour son exploitation située dans le bassin de la Gimond : « *on ne peut plus produire !* », évoquant alors les règles de distances à respecter par rapport aux cours d'eau, aux habitations, les règles et les contraintes sur l'épandage. Il montrait également comment les contraintes réglementaires modifiaient également la valeur économique des terres en fonds de vallées.

Pour les systèmes fourragers des MDL, il semble ainsi que la période actuelle corresponde à un « moment » de redéfinition des pratiques, des modèles de référence techniques, qui se décline en plusieurs phases :

1. Emergence de l'innovation de manière ponctuelle et isolée : une position d'anticipation-d'entrepreneur « sortie de routine »
2. Appropriation de l'innovation par des réseaux militants dans un contexte d'anxiété et d'évaluation d'une situation de crise potentielle
3. L'innovation s'inscrit dans des mouvements parallèles d'évolution de la société globale : évolution des politiques publiques et nouvelles normes d'action publique, évolution des logiques agro-industrielles, évolution des logiques de consommations (développement du bio et marché éthique).
4. Dans une situation de crise : basculement de la légitimité et de ceux qui sont les modèles « gagnants », qui tirent leur épingle dans la crise, contraintes et résistances par rapport à la redéfinition des modèles de référence.

Il est d'ailleurs intéressant d'observer que comment la rupture est signifiée dans la reconstruction de l'histoire de l'agriculture sur le territoire. Lors de la célébration des 50 ans du Comice agricole des 4 cantons, une exposition sur l'histoire de l'agriculture des MDL a décliné trois étapes de l'histoire agricole :

- 1950 : des conditions de travail difficiles, illustrées à partir de divers outils anciens (batteuse, etc.)
- 1960-2000 : « le productivisme », illustré par un panneau exposant les limites du productivisme et la création d'une atmosphère sombre
- 2000 : de nouveaux horizons avec des panneaux sur l'environnement et les circuits courts.

Le groupe de travail à l'initiative de cette exposition réunissait des agriculteurs militants et des non agriculteurs. Leur manière de présenter l'histoire de l'agriculture locale ne fait pas l'unanimité, mais révèle un basculement de la légitimité. Cette exposition a suscité des réactions d'agriculteurs très vives. En effet, ces débats sont aussi vécus pour une partie des agriculteurs comme une agression identitaire par rapport à leur profession, une perte de pouvoir et d'indépendance dans leurs pratiques « *les agriculteurs commencent à en avoir marre que ça soient les autres qui décident à leur place ce qu'il faudrait faire* », « *Et le pire c'est quand des gars n'ont jamais connu la nature et me l'expliquent.* » (7). Les conflits sont forts sur le territoire. Ils ne se déroulent pas dans les relations de voisinage, mais entre les instances collectives ns à l'échelle du territoire MDL. Ainsi, le CDML joue-t-il un rôle clef de représentation d'une position professionnelle dans les différentes instances territoriales, associations, collectivités dans des positions plus ou moins conflictuelles suivant les interlocuteurs.

Ainsi, si les phases décrites ici montrent effectivement un changement en cours significatif dans le leadership au niveau territorial et dans les « solutions » qui se révèlent gagnantes en période de crise, tous

les agriculteurs n'adhèrent pas à ces innovations qui tendent à restreindre les volumes produits au profit d'une meilleure gestion de l'environnement et de la qualité du lait. Il demeure des contre-pouvoirs forts, la zone des MDL garde en effet un caractère stratégique en production de volumes importants pour les industriels compte tenu de la proximité des centres de transformation.

4.2. La territorialisation de l'innovation : transactions sociales sur les représentations

Nous nous sommes plus particulièrement intéressés au caractère territorial de ce processus dans lequel les non agriculteurs qui s'intéressent à la question agricole deviennent des parties prenantes clefs dans la négociation des pratiques agricoles sur le territoire.

4.2.1. Transactions sociales et débat sur la norme

S'intéressant aux pratiques de négociations, d'ajustement et de compensation dans le quotidien des agriculteurs et dans leur relations à leur voisinage non agricole, C. Nicourt et J.M. Girault introduisent l'idée de transactions sociales dans lesquelles se co-construisent des compromis « *provisoirement stabilisés* » entre les agriculteurs et les résidents définissant des pratiques acceptables. Il y aurait ainsi une co-construction territoriale des règles de travail en élevage, qui dépasse les textes de lois par des jeux d'ajustement de la pratique des éleveurs (Nicourt et Girault, 2006) dans un espace de « voisinage ». Dans un contexte de sociabilité mixte, comme les MDL, il semble que les agriculteurs ne peuvent s'affranchir de cette négociation entre agriculteurs et résidents. Y Le Caro a montré dans sa thèse sur les usages de l'espace que le marchandage de la reconnaissance sociale constituait « *la principale assurance vie* » pour l'agriculteur (Le Caro, 2002). Dans les MDL, alors que le maintien d'une forte densité d'exploitations agricoles laitières tient assez largement aux dispositifs de soutiens publics, il semble là-aussi que les agriculteurs ne peuvent s'affranchir d'un tel marchandage social de leurs pratiques fourragères.

4.2.2. Mixité sociale et nouvelles préoccupations communes entre « les agriculteurs et les autres »

Le processus de territorialisation qui se déroule dans les MDL prend ancrage dans un contexte territorial de plus grande mixité sociale avec des frontières plus floues entre « *les agriculteurs et les autres* » :

- Les réseaux imbriqués autour d'idées/d'idéaux partagés: confédération paysanne, associations altermondialistes.
- Une plus grande mixité sociale au village, des frontières qui s'atténuent- profils des jeunes agriculteurs
- Les circuits courts : la reconstruction de liens fédérateurs entre les producteurs et les consommateurs

Les MDL sont un territoire caractérisé par une forte pratique d'appropriation des problématiques par le collectif (Collin, 1977) (8). Les variables mobilisées dans le débat public local font référence à des différents niveaux d'action qui peuvent largement dépasser les frontières du territoire, entre la mise en perspective des enjeux mondiaux de solidarité alimentaire et la mise en œuvre de la difficulté pour les petites exploitations des MDL de mettre en œuvre une telle extensification de pratiques. Ainsi se trouve reposée la question des priorités accordées aux différents enjeux (emploi, gestion des paysages et de l'environnement, identité du territoire) à l'origine de compromis entre différents types d'acteurs locaux individuels et collectifs.

- (1) Extrait d'entretien avec un agriculteur qui ne s'identifie pas à cela
- (2) Citation du conseiller de région des MDL, Bulletin local « Par monts et Vallées », 1992
- (3) SIMOLY : Syndicat Intercommunal des Monts du Lyonnais, syndicat inter-communautaire créé en 1979. <http://www.monts-du-lyonnais.fr/>
- (4) A l'initiative du cinéma Paradisio, le Festi'vache est un festival de cinéma annuel qui décline les problématiques de la ruralité en France et dans le monde. Le premier forum social des villages organisé en 2004 a fédéré 400 personnes sur le thème « Agriculture et culture ». La mobilisation citoyenne autour de la crise laitière témoigne aussi de cet intérêt des citoyens sur la problématique agricole.
- (5) « *Ici on a fait la révolution fourragère sur le modèle breton Ray Gras, mais il est impossible de penser qu'on pourrait faire autrement, mais il y a toujours ce problème de la dépendance protéique, il faut réintroduire des légumineuses, comme le modèle Suisse où ils font du lait avec de l'herbe. Plus il y a d'espèces, plus on est sûr qu'il y aura une production. Limite complètement les intrants et ça équilibre la ration pour limiter les achats de protéines.* »
- (6) Extrait d'entretien avec un agriculteur
- (7) Extraits d'entretiens avec un technicien agricole et un agriculteur
- (8) Avec une pédagogie en trois phases de l'observation, du diagnostic et de l'action, on remarque ici l'influence de la pédagogie des mouvements d'action catholiques, qui ont été très présents dans les Monts du Lyonnais et ont marqué la pratique actuelle dans les différentes instances collectives, agricoles ou territoriales.

BIBLIOGRAPHIE

- Aydalet P., 1986. *Milieux innovateurs en Europe.*, Paris, GREMI- Groupe de Recherche sur les Milieux Innovateurs, 361 p.
- Candau J. et Remy J., 2009. Sociabilités rurales. Les agriculteurs et les autres, *Etudes rurales*, n°183/1,
- Caron P., 2005. À quels territoires s'intéressent les agronomes ? Le point de vue d'un géographe tropicaliste, *Natures Science Sociétés*, n°13, pp. 145-153
- Chambre d'agriculture du Rhône, Chambre d'agriculture de la Loire, Simoly et Région Rhône-Alpes, 2006, *Diagnostic agricole sur le territoire des Monts du Lyonnais*, 130 p.
- Chatellier V., Vollet D., Dobromez L. et Josien E., 2006. Les politiques publiques de soutien aux systèmes herbagers : bilan et évolutions possibles, *"Praires – herbivores – territoires : quels enjeux ?"* Académie de l'agriculture de France, 24 p.
- Cochet H. et Devienne S., 2006. Fonctionnement et performances économiques des systèmes de production agricole: une démarche à l'échelle régionale. , *Cahiers d'études et de recherches francophones / Agricultures*, Vol.15 /6, pp. 578-583
- Collin P.-C., 1977, *L'initiative collective des Monts du Lyonnais*, Dir: Rambaud P., Collège coopératif Rhône-Alpes, Lyon, 283 p.
- Commission locale d'aménagement rural, Ministère de l'Agriculture, Directions départementales du Rhône et de la Loire., 1979, *Plan d'aménagement Rural des Monts du Lyonnais*, Lyon, 50 p.
- Darré J.-P., Le Guen R. et Lémery B., 1989. Changement technique et structure professionnelle locale en agriculture., *Economie rurale*, pp. 115-122
- Delorme H., 2004, "Introduction", in: Delorme H., *La Politique agricole commune. Anatomie d'une transformation.*, Paris, Presses de Science Po, pp. 11-45
- Dumont R., Chazal P. et Aurion B., 1955. *La nécessaire révolution fourragère et l'expérience lyonnaise*, Paris, Le journal de LA FRANCE AGRICOLE, Nouvelles éditions et publications agricoles, 169 p.
- Fleury P., 2008. Agriculture et agronomie dans les projets de territoire: quelques exemples dans les Alpes et quelques propositions plus générales, *Journées Jean-Pierre Deffontaines*, INRA Versailles,
- Fougerouse C., 1996. *Le nouveau rural. Dépendance ou autonomie*, Clamecy, L'Harmattan, 380 p.
- Hanus G., 2005. Territoires laitiers de l'Ouest de Rhône-Alpes, Les Monts du Lyonnais, *Programme LORA 2020*,
- Houssel J.-P., 2006. Des débuts de la révolution fourragère dans le lyonnais à la modernisation en petite culture, *Géocarrefour*, vol. 81 /4, [En ligne], mis en ligne le 01 février 2008. URL : <http://geocarrefour.revues.org/index1684.html>
- Laurent C., 1995. "La fin de l'hégémonie de l'agriculture professionnelle sur le territoire", in: Allaire G. and Boyer R., *La grande transformation de l'agriculture : lectures conventionnalistes et régulationnistes*, Paris, INRA
- Le Caro Y., 2002, *Usages récréatifs de l'espace agricole*, Thèse de doctorat, Dir: Madeline P. and Genevieve P., Université de Rennes 2, Haute-Bretagne, Rennes. 873 p.
- Méasson L., 2008, *L'efficacité territoriale et l'évaluation. Penser le déploiement spatial du politique grâce au programme européen LEADER*, Doctorat, Dir: Soubeyran O. and Faure A., UNIVERSITÉ GRENOBLE I – JOSEPH FOURIER, Grenoble. 506 p.
- Nicourt C. et Girault J.-M., 2006. Une co-construction territoriale des règles du travail d'éleveur, *Economie rurale*, n°291, pp. 42-59
- Pluvillage J., 2008. "Multifonctionnalité des exploitations agricoles, stratégies individuelles d'agriculteurs et de dynamiques territoriales spécifiques en Rhône-Alpes", in: Mayaud J.-L. and Cornu P., *Nouvelles questions agraires. Exploitants, fonctions, territoires.*, Paris, La boutique de l'Histoire
- Rieutort L., 2009. Dynamiques rurales françaises et re-territorialisation de l'agriculture, *L'information géographique*, Vol.73 /1, pp. 30-48
- Schumpeter J., 1999. *La théorie de l'Evolution économique*, Paris, Dalloz, trad. Anstett J.-J., Parution 1954, 371 p.
- Vandenbroucke P., 2007-2010, *Transformation de l'unité de production agricole, d'une exploitation sectorielle à une exploitation agricole territoriale* Thèse en cours, Dir: Pluvillage J., Laboratoire d'études rurales, Université Lyon 2, Lyon